



**IEDM**

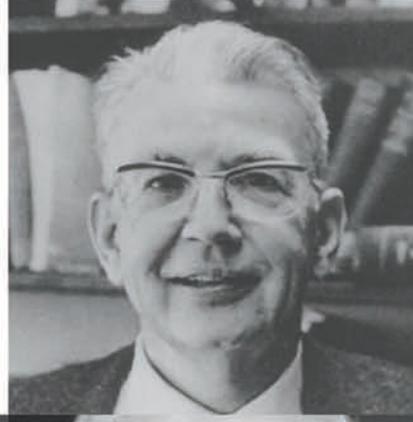
Des idées  
pour une société  
plus prospère

# RAPPORT ANNUEL 2019



« Un progrès économique durable survient lorsque le savoir tacite des individus sous-tend la prise de décision économique. ... Lorsque ce savoir est mis de côté, supprimé ou évincé par une réglementation excessive, des institutions faibles ou des programmes d'aide paternalistes, aussi bien intentionnés soient-ils, on contredit l'objectif d'éradiquer la pauvreté systémique. »

**MATT WARNER**  
président, Atlas Network



# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Hélène Desmarais

## ADMINISTRATEURS

- Jean Bernier
- Randall Birks
- Léon Courville
- Stéphan D. Crétier
- Jacques L. Drouin
- Nathalie Elgrably-Lévy
- Richard Garneau
- Richard Hylands
- Philip Infilise
- Michel Kelly-Gagnon
- Stéphanie Kennan
- Normand Lebeau
- Guillaume Marion
- Marc Meunier
- Caroline Montminy
- Pierre Simard
- Claude Thibault
- Guy Tremblay
- Terry Tretiak

## LE BUREAU DES GOUVERNEURS

- Eric Boyko
- Reuven Brenner
- L'honorable Baljit Singh Chadha, C.P.
- Mario Charpentier
- Jean-Guy Desjardins
- Daniel R. Dorey, MBA
- Marcel Dutil, C.M.
- François Hudon
- George F. Lengvari Jr.
- Bernard Lord
- Reford MacDougall, C.M.
- Dr Eleanor Nicholls
- Adrien D. Pouliot
- Yves Rabeau
- Maureen Sabia
- Dennis Sharp

# L'ÉQUIPE



MICHEL  
**KELLY-  
GAGNON**

Président  
et directeur général



ALEXANDRE  
**BERNIER**

Chercheur, affaires  
courantes et  
communications

GAËL  
**CAMPAN**

Économiste senior



BRADLEY  
**DOUCET**

Réviseur et traducteur



DANIEL  
**DUFORT**

Directeur principal  
des relations externes,  
communications et  
développement



CAROLE  
**FISET**

Coordonnatrice,  
développement  
et administration

PETER  
**ST. ONGE**

Économiste senior



LUC  
**VALLÉE**

Chef des opérations  
et économiste en chef



# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Hélène Desmarais



Si, comme moi, vous avez investi du temps, des efforts et des ressources au cours des dernières années pour assurer le succès de l'IEDM, vous avez aujourd'hui de bonnes raisons d'être satisfait de cet investissement.

Pendant les deux premières décennies de son existence, l'IEDM a inlassablement accumulé du capital intellectuel en publiant des centaines de recherches rigoureuses et bien documentées, et des milliers d'articles d'opinion et de billets de blogues sur les politiques gouvernementales. Ses chercheurs sont intervenus un nombre incalculable de fois dans les médias.

Cet investissement massif et soutenu porte maintenant ses fruits. Comme l'explique Michel Kelly-Gagnon dans les pages qui suivent, l'IEDM est arrivé à un stade de son développement où il ne fait pas que contribuer aux débats publics, mais exerce une influence directe sur la prise de décision. Des gouvernements le consultent pour mettre en œuvre des politiques précises. Sa renommée continue de s'étendre, non seulement au Canada mais aussi aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Faire évoluer le climat d'opinion prend du temps. Il faut patiemment expliquer des notions et sujets complexes. Répliquer à des groupes d'intérêts qui s'opposent aux réformes. Établir une réputation. Mais surtout, il faut convaincre les citoyens des bienfaits qu'ils retireront des réformes proposées, puisque ce sont eux qui ultimement feront le choix démocratique de les appuyer ou non.

Le « rendement » qu'on vise à obtenir en investissant dans l'IEDM n'est en effet pas monétaire, mais se manifeste plutôt par un bien-être accru pour nos concitoyens. Même si nos interventions sur divers sujets peuvent sembler disparates pour le lecteur non averti, c'est cela le fil conducteur qui les unit.

Quel est par exemple le lien entre nos propositions de réduire les barrières au commerce interprovincial, de libéraliser l'industrie du taxi et de reconnaître le rôle des superinfirmières? À première vue, aucun. Pourtant, il s'agit dans tous les cas de retirer des barrières artificielles qui empêchent des entrepreneurs et des travailleurs d'offrir un plus grand choix de biens et services et de gagner dignement leur vie, tout en répondant mieux aux besoins des gens.

Retirer les barrières interprovinciales permet à des entreprises d'ici de développer plus facilement leur marché au Canada et de créer des emplois chez nous. Libéraliser l'industrie du taxi, tout en compensant ceux qui sont touchés par la transition, a pour effet d'augmenter la disponibilité du covoiturage et d'offrir un revenu d'appoint à une nouvelle catégorie de chauffeurs attirés par cette flexibilité. Enfin, quand on donne aux superinfirmières le droit de poser les actes médicaux pour lesquels

elles sont par ailleurs qualifiées, on contribue à leur valorisation professionnelle et en tant qu'être humain, en plus d'augmenter potentiellement leurs revenus. Et bien sûr, pour les patients, cela signifie un accès élargi à des traitements médicaux dans un délai raisonnable.

C'est parce que nous nous préoccupons du bien-être de nos concitoyens que l'IEDM met de l'avant toutes ces réformes pour accroître la liberté de produire, de servir et d'échanger pacifiquement. Le moyen est économique. Mais le but est de mettre en œuvre une vision plus humaine de la société. Je vous invite à renouveler votre appui à notre formidable organisation et à continuer d'y investir en 2020 si vous souhaitez maximiser ce type de rendement qu'il procure à tous les Canadiens.

En terminant, je voudrais souligner quelques changements survenus en 2019. Nous avons accueilli au sein du conseil d'administration Caroline Montminy de Burgundy Asset Management ainsi que Claude Thibault du Groupe Alithya. Le professeur Reuven Brenner a quitté le conseil d'administration pour rejoindre le bureau des gouverneurs. Enfin, c'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Jeremy H. Reitman, qui siégeait au bureau des gouverneurs.

*Aéline Desmarais*

# MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Michel Kelly-Gagnon



Pendant des années, la presque totalité des ressources de l'IEDM ont été consacrées à publier des recherches, intervenir dans les médias, susciter des débats et tenter de faire évoluer le climat d'opinion. Cela demeure une partie cruciale de notre mission et le restera toujours si nous voulons favoriser une hausse du niveau général d'éducation économique de la population qui permettra éventuellement de faire adopter des réformes porteuses de création de richesse. Comme vous le constaterez dans les pages qui suivent, nous avons poursuivi en 2019 ce travail essentiel (et unique dans le contexte québécois) à une cadence et un niveau de qualité comparables à ceux des années précédentes.

Ce qui distingue toutefois l'IEDM alors que nous entamons notre troisième décennie d'existence, c'est à quel point le but ultime de cette production de contenu, soit le processus concret d'adoption et de mise en œuvre de meilleures politiques publiques, est maintenant au cœur de nos activités. Le « travail de terrain » que nous menons aujourd'hui plus que jamais consiste à développer et entretenir des échanges plus directs avec les décideurs – les élus, leurs conseillers ou des hauts fonctionnaires. Nous pouvons ainsi leur présenter de façon personnalisée les conclusions de nos études mais aussi répondre de façon détaillée aux importantes demandes ponctuelles qu'ils nous font, ce qui nécessite fréquemment de la recherche additionnelle. Offerts occasionnellement jusqu'à il y a deux ans, ce travail de conception de politiques publiques mobilise maintenant une partie de notre équipe sur une base continue et toujours croissante.

C'est le cas tout particulièrement avec le nouveau gouvernement albertain, qui s'est montré très conscient des lacunes du système de santé actuel et s'est engagé à y remédier sans remettre en question

d'aucune façon la couverture de soins universelle. L'IEDM met de l'avant depuis le début des années 2000 des solutions entrepreneuriales éprouvées dans d'autres pays de l'OCDE pour réduire les listes d'attente et augmenter la qualité des soins. Nous sommes activement impliqués pour soutenir l'Alberta dans l'atteinte de ces objectifs.

Nos efforts ont déjà mené à des résultats encourageants, notamment avec la décision du ministère de la Santé en décembre d'élargir son partenariat avec les cliniques privées pour financer davantage de chirurgies. Sur un autre sujet, nous avons également suggéré au gouvernement albertain une série de mesures visant à réduire la paperasse gouvernementale imposée aux entreprises et instaurer une réglementation plus efficace et moins lourde.

C'est pour souligner cette contribution que le premier ministre de l'Alberta, l'honorable Jason Kenney, m'a envoyé une lettre de remerciement le 6 septembre où il déclare que :

*« L'IEDM produit non seulement de la recherche rigoureuse, mais fournit également aux gouvernements comme le nôtre des idées concrètes et pertinentes pour des réformes de politique publique qui peuvent rendre l'État plus intelligent. Le travail de l'Institut économique de Montréal nous aide à mieux servir les citoyens tout en fournissant une valeur ajoutée avec l'argent des contribuables. »*

- L'honorable Jason Kenney

L'IEDM collabore aussi avec le gouvernement ontarien pour l'aider à rendre ses lois du travail plus flexibles. Avec nos partenaires de la Heritage Foundation et du Atlas Network, nous poursuivons par ailleurs nos échanges avec des influenceurs et décideurs américains sur divers sujets où le Canada peut servir

d'exemple, notamment celui de la sûreté aéroportuaire et du contrôle de la circulation aérienne. Et au Québec, les réformes adoptées par le gouvernement Legault en ce qui a trait à la déréglementation du secteur du taxi et à l'élargissement du rôle des superinfirmières contenaient plusieurs des recommandations spécifiques de nos études et interventions en commission parlementaire.

Il est important de rappeler que nous effectuons ce travail à titre gracieux et de façon totalement non partisane, puisque la préservation de notre indépendance reste un élément crucial de notre crédibilité. Les décideurs publics, de toutes allégeances, peuvent demander notre aide par l'entremise de notre site web. Qui plus est, nous avons contacté les leaders politiques fédéraux et ceux des partis représentés dans les législatures du Québec, de l'Ontario et de la Saskatchewan afin de leur offrir de tels services.

L'IEDM n'est plus depuis longtemps un institut centré uniquement sur le Québec, mais c'est plus vrai que jamais. Nous avons ouvert en 2019 un bureau satellite à Calgary et un autre à Paris pour permettre à des collaborateurs locaux de relayer directement nos messages. Les coûts des bureaux sont entièrement assumés par un donateur ou partenaire local et les ressources humaines qui y évolueront le feront, à tout le moins au début, sur une base contractuelle. Bref, il s'agit là de deux incursions prudentes, graduelles et réfléchies à l'extérieur du Québec qui n'augmentent pas de façon tangible nos frais fixes, mais qui nous donnent tout de même une visibilité accrue importante dans l'Ouest canadien et dans la métropole de la Francophonie.

Enfin, je veux souligner le fait que notre personnel de recherche à Montréal est plus compétent que jamais, avec l'embauche cette année de trois chercheurs détenteurs de doctorats, qui ont de plus chacun une expérience en gestion et apportent une perspective internationale après avoir travaillé dans divers pays.



# UNE VISION NOBLE ET RASSEMBLEUSE

La mission fondamentale de l'IEDM n'a pas changé depuis deux décennies : c'est de proposer des solutions de politique publique qui visent à accroître le bien-être de tous les citoyens. Pour cela, il faut bien sûr souvent faire référence à des notions économiques et à des questions d'argent. C'est incontournable. Les meilleures intentions au monde ne déboucheront sur rien à moins d'avoir les moyens et les ressources pour les concrétiser.

Cette préoccupation économique est parfois caricaturée comme étant une obsession de l'accumulation de richesse, du profit et du rendement par ceux qui remettent en question l'économie de marché. Rien n'est plus faux. Notre vision est au contraire centrée sur les gens. Nous voulons diminuer les souffrances qu'entraînent la pauvreté, la maladie et le chômage. Nous souhaitons que chacun ait les moyens de subvenir convenablement aux besoins de sa famille dans une société prospère et dynamique. Notre idéal est que tous nos concitoyens soient libres de réaliser leurs rêves et de s'épanouir.

Nous avons ajouté cette phrase à notre énoncé de mission dans la page « Qui sommes-nous » de notre site web pour expliciter cette vision noble et rassembleuse qui nous motive :

*La vision de l'IEDM est celle d'un monde libre et responsable où les échanges volontaires et l'entrepreneuriat permettent d'éradiquer la pauvreté et favorisent la prospérité pour tous.*

# L'IEDM PREND PART AUX DÉBATS PUBLICS



## OBSERVATIONS SPONTANÉES

Nos chercheurs et notre équipe de communications ont redoublé d'efforts en 2019 pour mettre de l'avant auprès de la population, des médias et des décideurs politiques nos solutions en faveur de meilleures politiques publiques fondées sur le libre marché. Cela nous a permis non seulement de susciter des réflexions de fond avec des publications étoffées, mais aussi de contribuer en temps opportun à plusieurs des débats en cours durant l'année au moyen de sondages, communiqués de presse ad hoc, billets de blogue et textes d'opinion.

Nous avons de plus inauguré en fin d'année une nouvelle chronique brève sur notre site web, les « Observations spontanées », qui permettent aux membres de notre personnel de réagir rapidement à divers sujets d'actualité. Enfin, nos chercheurs ont présenté leurs conclusions lors de consultations publiques et en commissions parlementaires à Québec et Ottawa de façon à contribuer à la prise de décision politique.

Toutes ces plateformes nous ont permis de réagir à chaud sur un très grand nombre de sujets. Sur la scène québécoise, nous avons entre autres tenu à nous prononcer sur les surplus budgétaires qui s'accumulent afin de faire valoir l'importance d'offrir aux Québécois une véritable réduction des taxes et des impôts. Nous avons également critiqué la proposition d'une centrale syndicale québécoise d'augmenter immédiatement le salaire minimum à 18 \$, sans égard aux pertes d'emplois que cela engendrerait.

Sur la scène américaine, l'IEDM a pris part au débat sur le « Medicare for all » dans le cadre des élections présidentielles. Alors que nos voisins sont tentés par notre système de santé, il est pertinent de se demander si le Canada a lui-même choisi le bon modèle. Il existe après tout de nombreux systèmes universels à travers le monde. La plupart d'entre eux ont évité les temps d'attente légendaires qu'on connaît au Canada, ses équipements désuets, ses pénuries de personnel et sa « médecine de corridor ». La principale différence entre ces systèmes plus performants et celui du Canada est toute simple : ils permettent au secteur privé d'apporter une contribution au sein de systèmes où personne n'est mis à l'écart.

À l'échelle pancanadienne, ce sont notamment les déficits budgétaires fédéraux, la proposition de régime national d'assurance médicaments, et le projet d'expansion du pipeline Trans Mountain qui ont retenu notre attention.

La préférence régionale dans l'embauche des travailleurs de la construction, la réglementation des Publisacs par la Ville de Montréal, les subventions aux entreprises, et le prix de l'essence sont d'autres sujets que nous avons abordés. Nous avons aussi dû remettre les pendules à l'heure sur l'épuisement des ressources planétaires et la tentation de taxer davantage les riches.

# LES INTERVENTIONS DE L'IEDM EN CHIFFRES

26

## PUBLICATIONS

3

## SONDAGES D'OPINION

12

## COMMUNIQUÉS DE PRESSE EN PLUS DE CEUX ACCOMPAGNANT NOS PRINCIPALES PUBLICATIONS

67

## TEXTES D'OPINION DIFFUSÉS DANS LES JOURNAUX DU PAYS OU SUR NOS PLATEFORMES

10

## OBSERVATIONS SPONTANÉES DIFFUSÉES SUR NOTRE SITE WEB DEPUIS NOVEMBRE 2019

3

## COMPARUTIONS LORS DE CONSULTATIONS PUBLIQUES ET EN COMMISSION PARLEMENTAIRE



# MÉDIAS SOCIAUX

## REJOINDRE UN NOUVEL AUDITOIRE

On le sait, avec la multiplication des sources d'information sur internet, plusieurs médias traditionnels imprimés et électroniques connaissent des difficultés financières et doivent se restructurer. Ils consacrent de moins en moins d'espace aux articles d'opinion et aux débats sur les politiques publiques. Nous avons bien sûr dû adapter nos pratiques à cette nouvelle situation. Bien que les médias traditionnels continuent de jouer un rôle incontournable pour relayer nos messages auprès du public général et de mobiliser l'essentiel de nos ressources de communications, nous consacrons depuis les deux dernières années plus de ressources aux médias sociaux, que de plus en plus de Canadiens utilisent comme sources de nouvelles.

Notre présence sur les médias sociaux a continué de croître en 2019. L'un des membres de notre équipe de communications consacre maintenant l'essentiel de son temps à publiciser nos publications et diffuser nos messages auprès de ce nouvel auditoire sur

les diverses plateformes. Nous avons d'ailleurs entièrement revampé notre site web avec une facture visuelle moderne, épurée et plus facile à consulter. Le site est aussi optimisé pour toutes les plateformes : ordinateurs, tablettes et téléphones.

### PLUS DE CONTENU VIDÉO

L'IEDM a réalisé et partagé en 2019 plus de contenu vidéo que jamais auparavant. Au total, 110 publications sur nos pages Facebook avaient du contenu vidéo. Cette stratégie nous permet de vulgariser davantage la recherche scientifique déjà produite par nos chercheurs et de rejoindre un auditoire différent de celui des médias traditionnels. La vidéo est un format très populaire sur internet et l'IEDM en tire pleinement avantage.

**Plus de 274 000 utilisateurs ont visionné ce contenu vidéo et ces publications ont engendré plus de 7000 commentaires, 5500 mentions « j'aime » et 3100 partages!**



## FACEBOOK EN CHIFFRES

- 720 publications
- 42 % d'augmentation du nombre de mentions « j'aime » sur nos pages (de 9657 à 13 699)
- 3,2 millions de visionnements de nos publications
- 157 000 interactions, dont :
  - 85 000 réactions (« j'aime », « j'adore », « en colère », etc.)
  - 42 000 commentaires
  - 30 000 partages



## TWITTER EN CHIFFRES

- 4850 abonnés à la page
- 703 Tweets
- 13 300 visites sur notre page
- 1000 mentions de l'IEDM

# NOS THÈMES

Certains thèmes sont particulièrement importants pour nous parce qu'ils sont en lien direct avec la vitalité économique du pays, ou encore parce qu'ils concernent des politiques publiques qui améliorent concrètement la qualité de vie des citoyens. Voici donc, rassemblées par thèmes, les principales publications qui ont servi à faire avancer la mission de l'Institut en 2019.

## SANTÉ

Beaucoup de Québécois se préoccupent à juste titre de la qualité des soins dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) pour les aînés, soit parce qu'un parent y réside, soit parce qu'eux-mêmes s'attendent à devoir y vivre un jour. Dans un Point qui mettait au jour des données du ministère de la Santé obtenues par une demande d'accès à l'information, nous avons montré que le scepticisme qui continue de se manifester dans certains milieux envers l'apport du privé dans le domaine de la santé n'a pas de raison d'être. On constate en effet que la qualité du milieu de vie est de loin supérieure dans les CHSLD privés conventionnés gérés par des entrepreneurs, qui reçoivent pourtant le même financement du gouvernement et sont soumis aux mêmes conditions que les CHSLD publics. Près des deux tiers des établissements privés ont été évalués comme étant « très adéquats », alors que c'est le cas pour seulement 17,6 % des établissements publics.



Notre équipe a aussi recueilli d'autres données auprès du ministère de la Santé qui montrent que la durée médiane des séjours dans les urgences du Québec a encore une fois augmenté de plusieurs minutes en 2018-2019, en dépit d'une diminution du nombre de visites par les patients. Dans une autre publication, ils ont noté que cette attente continue de s'allonger aussi pour les chirurgies et autres traitements. On compte en tout plus d'un million de Canadiens – soit 3 % de la population totale – qui attendent ainsi un traitement médical, parfois pendant des mois.

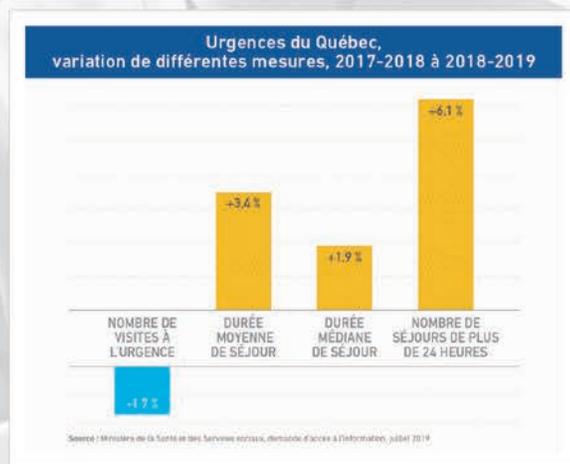
L'IEDM est la seule organisation au Québec qui non seulement sonne l'alarme quant à l'état lamentable de cette situation, mais martèle aussi le fait que des solutions entrepreneuriales existent pour y remédier. Dans des pays comme l'Allemagne, l'Australie et la France, qui offrent une couverture universelle mais où plus du tiers des hôpitaux sont privés à but lucratif, de telles attentes aux urgences sont quasi inexistantes. Un sondage commandé par l'IEDM montre pourtant une forte ouverture des Canadiens à de telles réformes, puisque plus des deux tiers d'entre eux appuient le recours à l'entrepreneuriat afin de pallier le manque de services, tout en assurant une couverture universelle.

Des barrières bureaucratiques continuent par ailleurs de freiner le développement de la télémédecine, alors que les technologies sont disponibles pour permettre des consultations virtuelles qui évitent les déplacements et les files d'attente. Dans un Cahier de recherche qui trace un portrait de la situation, notre chercheur note que les conditions de pratique et de rémunération des médecins, ainsi que les restrictions imposées à l'accès à ce type de soins, font en sorte qu'à peine 1 % des Canadiens y ont recours. On se prive ainsi d'un apport additionnel qui soulagerait à la fois les patients et nos systèmes publics engorgés.

L'IEDM est depuis plusieurs années à l'avant-garde du débat sur l'élargissement du rôle des superinfirmières dans le but de mieux répondre à la demande de soins de première ligne. L'ouverture manifestée par le nouveau gouvernement du Québec et le Collège des médecins en 2019 constitue un pas dans la bonne direction. Un Point a rappelé que le Québec est la province qui compte le moins de superinfirmières par habitant, alors qu'un Québécois sur cinq n'a toujours pas accès à un médecin de famille.

Enfin, nos chercheurs ont mis en garde une nouvelle fois le gouvernement fédéral contre la tentation de réduire artificiellement le prix maximum auquel les nouveaux médicaments peuvent être vendus. L'un des enseignements fondamentaux de la science économique est que le plafonnement des prix provoque des pénuries. En voulant rendre les médicaments brevetés moins coûteux, on risque de faire fuir les investissements en recherche, de retarder le lancement des nouveaux médicaments, ou même de les rendre carrément non disponibles, comme c'est arrivé dans des pays qui ont pris cette voie.

Toutes ces interventions n'ont qu'un seul but : réduire les souffrances en s'assurant que les patients reçoivent les soins appropriés et les traitements les plus efficaces à l'intérieur de délais raisonnables. Il est inacceptable que nos gouvernements se contentent de moins et repoussent constamment à plus tard les solutions éprouvées dans d'autres pays.



LA PRESSE # DÉCOUVREZ LA PRESSE - CE DONI VOUS AVEZ BESOIN - ÉTAPES D'INSTALLATION

**OPINION**  
**POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA TÉLÉMÉDECINE**

**PATRICK DÉRY**  
ANALYSTE ASSOCIÉ SENIOR À L'IEDM

La journée a mal commencé, comme celle d'hier. Toujours les mêmes symptômes, mais passer l'avant-midi à la clinique ne vous sourit guère, et une visite aux urgences encore moins.

Vous ouvrez une application sur votre téléphone. Au bout de quelques clics, le visage d'un médecin apparaît. Après une brève consultation, une ordonnance vous est envoyée. Les médicaments vous sont livrés un peu plus tard dans la journée. Sans y penser davantage, vous êtes déjà replongé dans vos activités quotidiennes.

Ce scénario qui semble relever de la science-fiction est aujourd'hui possible. Nous communiquons avec l'autre bout de la planète, nous effectuons sans problème des transactions bancaires en quelques mouvements de doigts en toute sécurité. Il n'y a aucune raison pour qu'un patient ne soit pas en mesure de consulter virtuellement un médecin ou une infirmière pour un problème de santé courant.

# NOS THÈMES

## RÉGLEMENTATION

Bien peu de gens s'intéressent au fardeau réglementaire imposé aux entreprises par le gouvernement. Et pourtant, il a un impact majeur sur la compétitivité de nos entreprises et leur capacité à créer des emplois et de la richesse. Bien que la plupart des règlements aient un objectif raisonnable, par sa nature même, la réglementation empêche les entreprises et les particuliers de faire des choix qu'ils auraient faits en son absence. Il est beaucoup plus facile pour les gouvernements de multiplier les règlements que de se débarrasser de ceux qui n'ont plus d'utilité.

Autant le gouvernement fédéral que les gouvernements de certaines provinces, dont l'Alberta et l'Ontario avec qui nous collaborons sur ce plan, ont récemment montré un intérêt à réduire ce fardeau réglementaire excessif. L'IEDM en a fait l'un de ses thèmes majeurs en 2019. Nous avons donné le ton dès le début de l'année avec une Note économique co-signée par le ministre responsable de la réduction du fardeau réglementaire en Colombie-Britannique au début des années 2000. Cette publication trace un portrait du fardeau réglementaire au Canada et fait un survol des méthodes permettant de le réduire avec succès.

D'autres publications se sont penchées sur l'effet de la réglementation dans des secteurs particuliers. Un Point a montré comment les lois du travail, les barrières au commerce interprovincial et le fardeau fiscal affectent les emplois et les salaires. Un Cahier de recherche a fait la démonstration que le Canada dispose d'une infrastructure de télécommunications de toute première qualité, et que le cadre réglementaire très contraignant pour les entreprises de ce secteur n'a plus de justification. Il a invité le CRTC à réintégrer ce secteur dans le régime général de concurrence au lieu de lui imposer une réglementation par défaut qui limite indûment l'innovation.

Dans le contexte de l'offre d'achat d'Air Transat par Air Canada, l'IEDM a fait valoir que la réglementation de la concurrence doit d'abord viser à réduire les barrières à l'entrée, et non à déterminer le nombre idéal de joueurs dans un marché. Nous avons aussi examiné comment la réglementation plus souple au Canada réduit les coûts de conformité et facilite l'inscription des entreprises en bourse, par rapport à ce qui se produit aux États-Unis depuis l'entrée en vigueur en 2002 de la loi Sarbanes-Oxley. Le prestigieux *Wall Street Journal* a publié notre article d'opinion sur ce sujet.

L'une des publications qui ont généré le plus d'intérêt auprès des médias et de la classe politique est celle sur la modernisation de l'industrie du taxi au Québec, dont les conclusions ont aussi été présentées en commission parlementaire. L'IEDM s'est appuyé sur l'enseignement de la science économique pour expliquer que la réglementation ne doit pas protéger le producteur, mais au contraire maximiser le bien-être du consommateur, en encourageant la concurrence et l'innovation. La réforme mise de l'avant par le gouvernement s'est largement inspirée de nos conclusions.

# NOS THÈMES

## ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

La taxation du carbone a continué de susciter des débats économiques et controverses politiques en 2019, en particulier avec l'entrée en vigueur de la taxe fédérale en avril. S'il est vrai que les économistes s'entendent en général pour dire que l'imposition d'un prix sur les émissions d'un polluant est la façon la plus efficace de les réduire, tous les systèmes de tarification ne s'appliquent pas nécessairement de façon efficace. Un Point de l'IEDM qui s'est penché sur cette question a généré près de 200 mentions médias, dont plusieurs entrevues à la radio et à la télé et des textes d'opinion dans *The Globe and Mail*, *La Presse+*, *la National Post* et *Le Soleil*.

La taxe sur le carbone n'est que l'un des nombreux défis auxquels fait face le secteur gazier et pétrolier canadien. S'y ajoutent le manque de pipelines qui empêche nos ressources d'atteindre les marchés extérieurs, de nouvelles règles qui alourdissent le processus d'approbation des projets, de même qu'une nouvelle norme sur les combustibles propres, qui n'est en fait ni plus ni moins qu'une autre taxe sur le carbone, sous un nom différent. L'effet cumulatif de toutes ces mesures, ont expliqué nos chercheurs dans un Cahier étoffé, va finir par étouffer l'industrie pétrolière canadienne, laquelle est déjà passablement malmenée. Alors qu'il est prévu que la demande mondiale de pétrole continue de croître au moins jusqu'en 2040, les auteurs ont soutenu qu'on devrait continuer à satisfaire une partie de cette demande de façon responsable au lieu de laisser dormir nos ressources dans le sol et favoriser ainsi d'autres pays producteurs, dont certains ont un bilan en matière d'environnement et de droits humains infiniment moins reluisant que le nôtre.

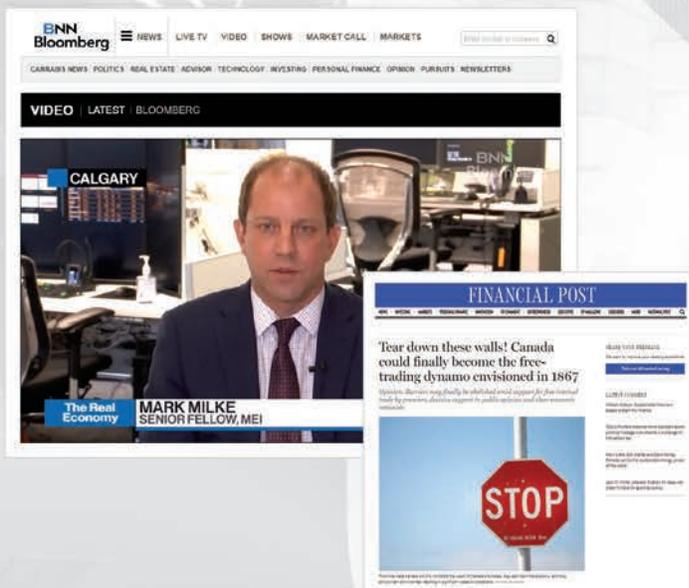


Une autre importante industrie dans le domaine des ressources naturelles, l'industrie forestière québécoise, est en perte de vitesse depuis quelques années. Encore une fois, c'est une réglementation trop lourde et inflexible qui en est la cause. Dans une Note économique, l'IEDM a expliqué comment le régime forestier mis en place en 2013 a fait augmenter les coûts d'exploitation et réduit l'accessibilité de la ressource, tout en rendant l'approvisionnement plus incertain pour les entreprises du secteur.

## UN PAYS, UNE ÉCONOMIE—PHASE II

En 2018, l'IEDM avait lancé, en collaboration avec des partenaires canadiens, une vaste campagne d'information sur les effets économiques néfastes des barrières interprovinciales au commerce. Nous avons réussi à sensibiliser la population et les élus, et cette question a encore une fois été au centre des débats de politique publique au Canada en 2019. Elle a notamment été discutée lors de la rencontre annuelle des premiers ministres provinciaux en juillet. Le nouveau gouvernement de l'Alberta a pris les devants en éliminant toute une série d'obstacles au libre mouvement des biens, services et travailleurs.

L'IEDM a poursuivi son offensive cette année en publiant, toujours en collaboration avec l'Atlantic Institute for Market Studies et la Canadian Constitution Foundation, un important Cahier de recherche expliquant comment un nouveau partenariat pour le libre-échange entre provinces pourrait générer des avantages économiques comparables à ceux des accords de libre-échange internationaux pour les Canadiens. Plus tard dans l'année, L'IEDM et la Canadian Constitution Foundation ont dressé la liste des meilleurs et des pires élèves en la matière, dans un classement des provinces et territoires canadiens selon leur ouverture au commerce intérieur. Sans surprise, c'est l'Alberta qui fait figure de meneuse, alors que le Québec est dernier de classe.





## DES PUBLICATIONS QUI FONT RÉFLÉCHIR

La mission d'éducation économique de l'IEDM consiste non seulement à proposer de meilleures politiques publiques, mais aussi, de manière plus générale, à expliquer les avantages d'une économie fondée sur le libre marché et la libre concurrence. C'est ce que nous avons fait en publiant un recueil contenant de brefs résumés de la vie et des idées de dix-huit penseurs libéraux classiques du dernier siècle et demi. Ces courts essais biographiques racontent l'évolution de la pensée libérale classique et indiquent la voie à suivre pour que la richesse et le bien-être continuent de croître, et ce au profit de tous.

Notre avenir sera sans aucun doute fortement influencé par les progrès fulgurants de l'intelligence artificielle. Comment cette nouvelle technologie bouleversera-t-elle nos vies? Les machines vont-elles nous voler nos emplois? L'IEDM s'est penché sur la question pour calmer les appréhensions que suscite ce phénomène. En effet, la recherche indique que les craintes de pertes d'emplois massives sont en grande partie exagérées. Ceci ne veut pas dire que nous devons négliger le sort des travailleurs touchés. Des mesures proactives peuvent et doivent être adoptées pour limiter le risque de pertes d'emploi causées par l'intelligence artificielle et pour raccourcir les périodes de chômage quand il y en aura.



Enfin, chaque année, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse, nous faisons le point sur celle-ci. Nos chercheurs ont noté une tendance inquiétante puisque la liberté de presse a décliné au cours de la dernière décennie et 54 journalistes ont été tués seulement en 2018. Un facteur important et trop souvent négligé qui explique le niveau de liberté de presse dans un pays est son degré de liberté économique. Le système de libre entreprise est non seulement plus propice à la croissance et à la prospérité, comme l'ont expliqué les grands penseurs libéraux classiques, mais aussi à la démocratie, aux échanges d'idées et à la résolution pacifique des conflits.

# ÉVÉNEMENTS ET PRÉSENTATIONS

En 2019, l'IEDM a organisé trois événements avec des conférenciers prestigieux, dont le très honorable Stephen Harper, qui est venu faire la promotion de son livre *Right Here, Right Now: Politics and Leadership in the Age of Disruption*. Il a aussi abordé la question du libre-échange et de la relation du Canada avec ses partenaires commerciaux.

Nos chercheurs sont allés présenter les conclusions de leurs travaux lors d'une consultation publique de la Ville de Montréal, ainsi qu'en commission parlementaire à Québec et Ottawa. Dans ce dernier cas, ils ont plaidé pour un assouplissement du projet de loi C-69, qui impose de nouvelles règles alourdissant le processus d'approbation de grands travaux tels que la construction de pipelines.

Les employés et chercheurs associés de l'IEDM ont quant à eux donné pas moins de treize présentations sur des sujets et devant des publics aussi divers que l'hypothèse de la décroissance économique devant des étudiants du Cégep de St-Hyacinthe; les perspectives d'avenir dans le secteur de l'énergie au Canada devant la Economics Society of Northern Alberta; et des pistes de solution pour améliorer le système de santé devant les membres et invités de l'Albany Club de Toronto.

# UNE SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

Dans les sociétés libres, le désir de contribuer à l'épanouissement de tous nos concitoyens se manifeste notamment par la philanthropie. Nous avons la chance de vivre dans une telle société au Canada. La réalisation de notre mission d'améliorer le bien-être des Canadiens dépend entièrement de la générosité de nos donateurs puisque l'IEDM ne reçoit aucun financement public. En 2019, vous avez encore une fois été au rendez-vous.

Les revenus totaux de l'IEDM ont atteint 3 170 014 \$, ce qui représente une augmentation de 3,02 % par rapport à 2018. Les dépenses ont été de 3 256 648 \$, soit une augmentation de 16,23 %.

Le déficit de 86 634 \$ s'explique essentiellement par deux facteurs : des frais non récurrents liés à une optimisation de notre personnel, incluant le paiement d'indemnités de départ et de frais de recrutement, et l'encaissement tardif (au début de 2020) de dons significatifs initialement budgétés pour 2019.

Ceci dit, nos fondamentaux demeurent excellents et nous sommes par conséquent confiants que 2020 marquera le retour à l'équilibre budgétaire. Notons d'ailleurs que notre organisation a enregistré 18 surplus budgétaires en 20 ans, une performance dont devrait peut-être s'inspirer le gouvernement fédéral actuel!

Notre réserve financière est quant à elle de 2,4 millions de dollars. Ainsi donc, c'est doté d'une santé financière irréprochable et d'une vision axée sur le long terme que l'IEDM aborde avec confiance son avenir.



Président-directeur général





**IEDM**

Des idées  
pour une société  
plus prospère

Gare Windsor, bureau 351  
1100, avenue des Canadiens-de-Montréal  
Montréal (Québec) H3B 2S2

**T** 514.273.0969 **F** 514.273.2581

[iedm.org](http://iedm.org)